

Les subsides

M. Hawkes: Et la non-augmentation de prix?

M. Waddell: Le député s'excite à propos d'augmentations de prix. Le marché du gaz naturel étant ce qu'il est, il n'y aurait pas pu y avoir une hausse des prix. Nous avons un excédent de gaz naturel et nous voulons nous en débarrasser.

M. Hawkes: Combien a-t-on économisé?

M. Waddell: Si le député veut bien m'écouter, il pourra faire ses commentaires après.

Le député doit savoir que nous vendons notre gaz naturel à des prix dérisoires. Nous l'exportons aux États-Unis.

M. Hawkes: Nous avons des réserves pour 400 ans.

M. Waddell: En effet, nous avons des réserves pour 400 ans. Un ancien ministre de l'Énergie avait déjà déclaré à la Chambre que nous avons des réserves de pétrole pour 300 ans. C'était à l'époque où nous vendions notre pétrole \$3 le baril. Voilà pourquoi nous avons tellement de problèmes aujourd'hui. Nous avons exporté beaucoup de pétrole à bas prix et nous le faisons encore. Maintenant, nous exportons aussi du gaz naturel. Le député doit savoir que l'industrie pétrolière du Canada a ses propres raisons de vouloir exporter. Elle veut de plus en plus d'argent et de liquidités. C'est ce qu'elle a toujours voulu. Une telle politique énergétique n'est cependant pas avantageuse pour le pays à long terme. Le député devrait le reconnaître et cesser d'être complètement xénophobe. Il devrait essayer d'envisager la situation du pays dans son ensemble.

M. McDermid: Monsieur le Président, je répondrai à la question. Il s'agissait de la société Imperial Oil et je l'en félicite. Depuis deux ans, cette société a investi environ 700 millions de dollars et, cette année, après l'annonce, elle a décidé d'investir 1 milliard de dollars, soit 300 millions de dollars de plus. Bien entendu, l'industrie commençait à se ressaisir après l'élection d'un gouvernement progressiste conservateur parce qu'elle aimait le ton, l'attitude et la façon d'agir du nouveau gouvernement. Elle appréciait le fait que nous voulions que ce soit le secteur privé qui crée les emplois sérieux. Naturellement, elle a commencé à investir au cours du dernier trimestre. Le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré aujourd'hui que la situation s'était améliorée au cours du dernier trimestre et que cela continuerait grâce à l'Accord de l'Atlantique et l'Accord de l'Ouest.

Le député est originaire de l'Ouest. Pourquoi son parti continue-t-il d'appuyer la mesure socialiste insensée qu'est le programme énergétique national, malgré la calamité qu'il a causée dans l'ouest du Canada? Il persiste pourtant à l'appuyer. Il souffle le froid et le chaud en même temps.

Pourquoi condamne-t-il le gouvernement pour avoir pris une mesure qui non seulement améliorera le sort de l'ouest du Canada, mais aussi celui de ma circonscription? A Brampton-Georgetown, nous avons 52 entreprises, que je connais toutes personnellement, et qui approvisionnent directement les pétroliers. Cette entente leur procure des emplois. On compte à Mississauga 350 compagnies semblables qui gagneront elles aussi des emplois. L'Ontario compte 2,500 compagnies qui approvisionnent directement les pétroliers. Pourquoi le député conteste-t-il ces superprofits que réaliseront les multinationales

alors que, en fait, cet argent permettra de créer des emplois d'un bout à l'autre du pays?

M. Waddell: Monsieur le Président, le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) est en train d'acquiescer à juste titre la réputation d'être l'un des députés les plus bêtes et les plus idiots à la Chambre des communes. Il n'a pas écouté mon discours du tout. Je lui conseille de le lire. S'il avait écouté mon discours, il m'aurait entendu dire que nous ne souscrivons pas au Programme énergétique national. J'ai analysé les points forts et les points faibles de ce programme. Pourquoi n'écoutez-il pas? Je lui ferai la faveur de l'écouter lorsqu'il aura quelque chose à dire.

J'ai déjà déclaré que la création d'emplois n'était qu'un espoir. Il aura beau répéter que des emplois seront créés, le fait est que les études ne sont pas de cet avis. Il s'agit d'une industrie capitaliste. Bien sûr, nous y gagnerons quelques emplois, mais je ne pense pas qu'il y en aura 100,000 ou 300,000. Peut-être vaudrait-il mieux investir directement cet argent dans la circonscription du député que dans le secteur pétrolier.

M. Siddon: C'est socialiste.

M. Waddell: Ils peuvent bien me traiter de socialiste ou de tout autre nom. Même s'ils ne sont pas d'accord avec moi, je leur suggère d'examiner les faits.

Imperial Oil réinvestit plus que Texaco. Texaco est l'une des pires compagnies sur ce plan. Toutefois, Imperial Oil pose quand même un problème. Le dernier communiqué de l'AEIE indiquait qu'Imperial Oil Limited, de Don Mills, en Ontario, qui est contrôlée par Exxon Corporation, de New York, a demandé à prendre en charge Super-Park-It Limited, de Toronto, en Ontario. Imperial Oil poursuit son expansion. Nous lui donnons plus d'argent et elle va constamment étendre son empire. Elle détourne une partie de cet argent. Elle ne le réinvestit pas dans le pétrole. Elle a la haute main sur toute la filière et étouffe tous les petits producteurs canadiens.

Je suggère au député de lire ce que j'ai dit au sujet du Programme énergétique national. Qu'il ne me parle pas des gens de l'Ouest. Je viens moi-même de cette région. L'Ouest est composé non seulement de quelques sociétés pétrolières multinationales du Petroleum Club de Calgary, mais aussi des simples citoyens de Vancouver, Lethbridge, Edmonton et Calgary.

M. McDermid: Qui veulent des emplois.

M. Waddell: Bien sûr, ils veulent des emplois, mais nous ne créerons pas beaucoup d'emploi à Vancouver-Centre en accordant 75 millions à Texaco. Il y a de meilleures façons de créer des emplois et le député devrait les examiner. Il devrait comprendre pourquoi le gouvernement a été battu en 1979. Il l'a été à cause de sa politique de l'autruche.

M. Gagnon: Monsieur le Président, je voudrais poser quelques questions au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell), mais d'abord, je souhaite apporter quelques éclaircissements. Si le député examine le bilan des forages effectués aux États-Unis entre 1980 et 1983, il constatera une diminution de 7.2 p. 100. S'il compare ces chiffres avec ceux du Canada, il verra qu'au cours de la même période, le nombre de forages a baissé de 33 p. 100. Voilà pour le premier point.